

Mille fois non !

En septembre dernier, le groupe SOS a lancé un appel à candidature pour le « Projet des 1000 cafés », projet soutenu par le ministère de la cohésion sociale et de l'égalité des chances.

Par ce projet, le groupe SOS se propose d'acquérir des locaux, en partenariat avec les mairies intéressées, de les remettre aux normes, puis de les confier à des porteurs de projets pour monter un « café multi-service ».

Nous, acteurs et actrices de terrains, et membres du Forum des cafés collectifs de Bretagne souhaitons manifester notre inquiétude et notre désaccord avec une telle démarche qui vient vider de leur substance des initiatives reposant sur une mobilisation citoyenne et locale.

LE GROUPE SOS

Le groupe SOS s'est fait une spécialité de reprendre des structures, établissements sanitaires et sociaux en difficulté (EHPAD, CHRS, FJT, etc). Dans ce cas, cela provoque la disparition d'une association, de son conseil d'administration, de ses bénévoles, de toute l'implication militante locale, puisque la structure se retrouve « intégrée » au groupe SOS, qui n'a aucun·e bénévole et qu'un seul conseil d'administration pour ses 480 établissements.

Ce que l'on constate alors, c'est le désinvestissement des citoyen·nes de tout ce champ d'activités, qui se retrouve géré par une structure centrale lointaine... mais aussi la disparition de contre-pouvoirs, de visions différenciées, de contestations possibles.

Le Groupe SOS est un prestataire de service public et on peut imaginer qu'il négocie de manière « globale » et gestionnaire avec l'Etat... quel problème, par exemple, à fermer un établissement ici s'il peut en ouvrir un autre là ? Ce qui est bien plus difficile quand les projets sont portés par des organisations locales.

Dans ce groupe, la place des fonctions support / administratives est très importante. Elles sont exercées souvent loin du « terrain » par des personnes qui n'en sont pas issues, ce qui porte le risque d'une dérive gestionnaire, éloignée des enjeux réels des personnes accueillies. C'est un modèle hiérarchique qui calque celui des entreprises, avec de gros écarts de salaires et une scission nette entre les « agent·es de terrain » et les « cadres ». Cela crée en fait une situation peu propice à renverser le modèle social qui génère les inégalités auxquelles le groupe SOS est justement censé répondre par ses activités...

Le groupe SOS ne porte aucun discours militant sur ces inégalités, dont il est pourtant témoin tous les jours. Cherche-t-il seulement à interroger le système qui crée les dysfonctionnements dont il s'occupe ? Il y a là de quoi questionner sa revendication à appartenir à l'économie sociale et solidaire (ESS)...

NOUS, MEMBRES DU FORUM DES CAFÉS COLLECTIFS DE PROXIMITÉ

Nous portons, en équipe et au quotidien, des bars de campagne ou de quartiers et nous nous engageons pour faire vivre ces commerces parce que ce sont aussi des lieux de rencontre et de convivialité essentiels pour les communautés.

Nous assumons les enjeux économiques d'entreprises structurellement fragiles, souhaitant aller au « plus éthique et plus juste » dans notre fonctionnement commercial.

Nous faisons vivre ces lieux parce que nous pensons

que le plaisir de la rencontre, celui d'apprécier ensemble un concert, une soirée-débat, une veillée contée... sont essentiels dans notre société.

Par nos projets modestes, nous souhaitons porter des signes d'espairs et des gestes politiques.

Par expérience

Nous savons que nos initiatives répondent à un besoin essentiel de lien social, de quête de sens dans la manière de consommer pour les usager·es de nos lieux.

Nous savons qu'ils ne peuvent vivre et persister sans mobilisation citoyenne, sans un vrai portage par la communauté qui accueille le projet.

Nous savons qu'un soutien public est essentiel, même s'il n'est pas suffisant pour le rendre pleinement viable.

Nous sommes convaincu·es que le modèle ancien de la gérance privée, individuelle ou en couple, sera de plus en plus difficile à maintenir dans les territoires ruraux ou « périphériques ».

Par conviction

Nous pensons que les projets locaux doivent être portés localement.

Nous croyons que la responsabilité collective ne peut s'épanouir dans un contexte de délégation.

Nous pensons que le succès de l'ESS ne s'estime pas à l'aune de la taille et de la croissance d'une structure, mais au contraire au nombre des initiatives locales et à échelle humaine qui fleurissent ici et là.

Nous privilégions au contraire des initiatives maîtrisées directement, fruits de dynamiques ascendantes, ancrées dans leur territoire et marquées par l'esprit de l'éducation populaire pour l'émancipation de toutes et tous.

Nous nous inquiétons du portage de ce projet par un groupe tentaculaire aux stratégies immobilières

discutables, composé de membres issu·es de l'élite et trié·es sur le volet, sans aucun·e bénévole et à la gouvernance pour le moins floue.

Nous interrogeons sa stratégie, qui défend notamment les « contrats à impact social ». Ceux-ci font porter des missions sociales par des groupes privés rémunérés au pourcentage a posteriori par l'État, en fonction des résultats des actions menées – augmentant encore la dépendance de l'ESS à la finance privée, à une logique de rentabilité et de précarisation des personnels des structures absorbées.

Nous craignons également la logique de centralisation et la dérive managériale qui y est associée, au regard des dynamiques promues par ce groupe.

C'est pourquoi nous considérons que

Le programme « 1000 cafés » du groupe SOS, en tant que proposition descendante et en tant que modèle, ne correspond ni aux vrais enjeux liés à la déshérence de nos territoires ni à l'esprit des revendications portées par les acteurs de terrain dans le cadre des mouvements sociaux et du « Grand Débat ».

Le groupe SOS incarne une vision qui va à l'encontre des fondamentaux de l'ESS et cherche à l'amener sur le terrain du seul « entrepreneuriat social ».

POUR TOUTES CES RAISONS

NOUS DOUTONS de la durabilité de projets qui seront construits sur des effets d'aubaine circonstanciels.

NOUS DÉNONÇONS, en miroir, le manque de soutien auquel se heurtent nombre de structures existantes et socialement utiles à leurs territoires pour mettre en œuvre et pérenniser leur mission.

NOUS APPELONS donc les collectivités et acteurs publics à s'engager fortement en faveur des projets existants, porteurs de sens pour leur territoire et leur population, et à encourager le développement d'aventures similaires loin de la logique des « 1000 cafés ».

Signataires à ce jour

Un Café des possibles (*Guipel, 35*)

Le Guibra (*St-Sulpice-la-Forêt, 35*)

L'équipe du Champ Commun (*Augan, 56*)